

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Colloque international du 04.10. 2014,

Lausanne, Suisse

**La Francophonie et la promotion de la paix
comme facteur de développement économique
en Afrique**

(Acte 1)

CIPINA 



**Centre D'information et de Promotion de
l'Image d'une Nouvelle Afrique**

La Francophonie et la promotion de la paix comme facteur de développement économique en Afrique

(Acte 1)

Organisateur : Le CIPINA

(Centre d'Information et de Promotion de l'Image d'une Nouvelle Afrique)

Intervenants :

M. Denis Décosterd, chef de la communication et du développement de la ville de Lausanne.

Son Excellence M. Ridha Bouabid, Ambassadeur de l'organisation internationale de la Francophonie auprès des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse.

Son Excellence Madame Christine Desouches, Maître de conférences en science politique à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne. Ancienne déléguée de la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme de l'OIF, ancienne conseillère spéciale du secrétaire général de la francophonie, chargée des affaires politiques et diplomatiques.

Madame Caroline Vuillemin, Directrice des opérations, Fondation Hirondelle.

Son Excellence M. Jean-Pierre Vettovaglia, ancien Ambassadeur de Suisse.

Son Excellence M. Jean-Marie Ehouzou, Ambassadeur de l'union Africaine à Genève.

M. Tidiane Diouwara, Directeur du CIPINA

« Une matinée dans un esprit de franchise et d'amitié. » (T. Diouwara)

Le samedi 4 octobre 2014, le CIPINA a organisé un colloque participatif afin de réunir les principaux acteurs de la Francophonie et de la promotion de la paix comme facteur de développement économique en Afrique.

Les participants étaient invités à partager leurs connaissances approfondies et leur expérience du terrain autour de la thématique de l'engagement des pays membres de la Francophonie au profit du développement durable de l'Afrique subsaharienne.

M. Denis Décosterd

Dans son discours de bienvenue, M. Décosterd souligne l'intérêt porté par la ville de Lausanne à l'initiative de M. Tidiane Diouwara. La ville de Lausanne, attachée à la Francophonie, est activement engagée dans la promotion du développement durable environnemental, social et économique de l'Afrique.

Son excellence M. Ridha Bouabid

La démarche des Etats membres de la Francophonie repose sur la promotion de la paix. Il faut prévenir les conflits au lieu de les guérir et instaurer des systèmes démocratiques qui représentent le socle d'un développement économique durable. Trois critères sont alors indispensables pour faire avancer l'Afrique et lui assurer un essor économique durable : le maintien, la gestion et la consolidation de la paix.

Son Excellence M. Jean-Pierre Vettovaglia

La paix n'est pas un facteur suffisant pour le développement économique de l'Afrique. La reprise des conflits, la faim, la pauvreté, l'exode rural, le chômage, l'accroissement de la population, la malédiction des matières premières, la corruption, les problèmes ethniques et religieux, les frontières artificielles, le développement insuffisant de l'enseignement supérieur, l'aide de la communauté internationale inadaptée et de mauvaise qualité ainsi que le manque de coordination de l'aide internationale sont les nombreux obstacles au développement économique durable du continent africain. Il n'existe pas de miracle économique en Afrique et le taux de développement est largement surévalué.

Mme Christine Desouches

Tout comme son Excellence M. Ridha Bouabid, Madame Christine Desouches souligne l'importance de l'instauration de la démocratie en Afrique pour consolider l'Etat de droit et la paix. Les textes de la Francophonie sont assez performants pour relever les défis de la paix et assurer un développement durable. La Communauté Francophone met l'accent sur la solidarité et les

valeurs comme la langue, l'histoire et la géographie. Elle s'engage aussi à prévenir les crises et à mettre en place des mécanismes d'observation (régulation de la vie politique et validation des élections) pour accompagner les Etats concernés dans un processus de démocratisation. Les textes normatifs de la Francophonie et ses programmes de développement durable sont assez performants pour relever le défi de la paix, instaurer un projet politique viable et préparer un sol fertile à un essor économique.

Mme Caroline Vuillemin

La fondation Hironnelle se distance d'une approche étatique ou formative du sujet. La fondation se concentre sur l'accès à l'information indépendante. Elle s'engage à promouvoir une radio libre et responsable, œuvrant au niveau local et offrant un journalisme rigoureux et factuel en langue française, mais aussi dans les langues locales. Cette association se bat pour un journalisme libre, des médias forts et responsables, et pour des formations journalistiques (journalistes, directeurs de médias, gestionnaires d'entreprises) de qualité. Elle déplore l'absence de formation au niveau supérieur, le manque de studios, de départements communication, et le manque de pratique des étudiants. L'objectif de cette fondation est de recréer un cadre professionnel éthique et une cohésion nationale.

Son Excellence M. Jean-Marie Ehouzou

Il est convenu que le développement durable du continent africain résulte de la sécurité, de la paix et de la démocratie, en coopération avec les acteurs de la Francophonie et les Organisations Internationales. L'Afrique a elle-même ses propres outils pour faire avancer son protocole de développement, pour prévenir les conflits et consolider la paix. En outre, une évaluation périodique du respect des droits de l'homme par des pairs au lieu d'une auto-évaluation par les chefs d'Etat pourrait bien sûr garantir une stabilité politique. Les droits de l'homme sont un principe universel. Certes chacun doit évoluer à son rythme et les parcours historiques de la démocratie sont divers, mais les droits de l'homme où que l'on soit, doivent être respectés de la même manière. Une génération plus audacieuse prépare un nouvel agenda pour l'Afrique dans lequel l'éradication de la faim, le développement de tous les niveaux scolaires, en particulier de l'enseignement supérieur et la santé seront les nouvelles priorités. Pour conclure, la lutte sans compromis pour l'état de droit, le respect de la réalité sur le terrain, le maintien de la paix permettront à l'Afrique d'aller de l'avant et de se développer durablement sur les plans social, économique et humain.

M. Tidiane Douwara, Directeur du CIPINA

Au terme de ce débat modéré par J.P. Rapp, M. Diouwara, Directeur du CIPINA a souhaité remercier de tout cœur ses convives pour leur engagement et leur présence.

Les messages clés qui sont ressortis des discussions intensives comprennent les recommandations suivantes:

- **L'Afrique a fait quelques progrès en matière de prévention plus efficace des conflits, de la gestion et de la résolution de crises** par l'établissement de L'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA) mais il y a encore des contraintes politiques, institutionnelles et financières importantes à surmonter.
- **Nécessité du renforcement des institutions et du partenariat entre l'OIF et la société civile africaine.** D'une manière générale, plusieurs des 67 OING de la Francophonie œuvrent dans les domaines de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme. Ce partenariat a besoin d'investir davantage dans le renforcement des institutions APSA afin d'assurer son efficacité et sa durabilité.
- **Nécessité d'une plus grande appropriation africaine doublée de moyens financiers plus importants pour l'APSA:** Cette dernière, malgré tout le travail qu'elle abat, voit son action limitée, faute de moyens, et sa trop grande dépendance des financements étrangers la rend trop vulnérable. Il est essentiel que les gouvernements africains et francophones en particulier mobilisent plus de fonds pour renforcer la paix et la sécurité en Afrique.
- **Définir clairement ce qui est stratégique pour l'OIF et ses partenaires internationaux.** l'OIF et ses partenaires africains et internationaux doivent mettre l'accent sur leurs objectifs communs et intervenir prioritairement, sous des formes à définir, dans des zones où plus d'impacts peuvent être exercés. Pour ce faire, l'OIF et ses partenaires doivent développer un partenariat plus constructif, à travers la mise en place de stratégies claires.
- **L'intervention d' l'OIF dans certains pays d'Afrique a démontré que des réponses concrètes pouvaient être apportées par cette organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité.** L'exemple

de la Mauritanie, au lendemain du coup d'état du mois d'août 2005 en est un exemple frappant. Cette expérience réussie devrait être poursuivie et réaffirmée politiquement.

- **La Force africaine en attente (FAA) doit obtenir plus de soutien de manière à lui permettre de concentrer ses efforts et ses ressources** dans les régions où son efficacité peut être plus ou moins garantie.
- **Faire fonctionner le mécanisme porteur d'espoir que représente La Capacité africaine d'intervention immédiate aux situations de crise (ACIRC) créée en 2013.** Ce mécanisme, que le président Jacob Zuma, a défendu à Prétoria devant les délégués du Sommet de l' ACIRC, prévoit des interventions dirigées et financées par les Africains, afin de répondre rapidement et efficacement aux crises sur le continent africain. En résumé, préconiser des solutions afro-africaines aux crises africaines, en dépit de quelques blocages comme l'absence d'un mandat de l'ONU, entre autres.
- **La médiation et la construction de la paix doivent définitivement recevoir plus d'attention de la part des chefs d'état africains :** La prévention des conflits doit être au centre des préoccupations des dirigeants africains, en mettant en place des initiatives efficaces tendant à réformer les systèmes de sécurité au niveau de chaque pays. Ce faisant, des pannes des systèmes de sécurité nationale seront évitées. Ce qui, de facto, empêcherait des conséquences régionales et internationales.
- **Dans certaines situations, il est important d'apporter** des solutions africaines aux problèmes africains. Un partenariat entre l'UA, la société civile africaine en général, le CIPINA en particulier, et l'OIF, pourrait être un cadre idéal pour impulser ces processus.
- **Mettre en ouvre des mécanismes qui permettent de lutter contre les problèmes** liés à la piraterie, le trafic, la gestion des frontières, la criminalité transnationale..., pour prévenir d'éventuelles tensions capables de déstabiliser certaines régions du continent.

- **Souligner la pertinence du partenariat lors du prochain Sommet de la Francophonie:** Il est essentiel que les engagements pris lors des Sommets tenus au Vietnam, à Madagascar, à Ouagadougou... soient renforcés et que le Sommet de la Francophonie à venir fasse une déclaration audacieuse sur la façon dont les chefs d'état d'Afrique francophone, en particulier, veulent unir leurs actions pour répondre à la fois aux «menaces classiques» et aux «nouveaux» problèmes de sécurité, tels que les crimes transfrontaliers et le trafic qui, comme cela a été démontré, ont un impact négatif sur les pays africains

Durant ce colloque, il a été mentionné que le CIPINA et la Francophonie partagent également la même vision sur la paix et la justice consacrées par le Statut de Rome instituant la CPI. Concernant le CIPINA, nous souhaiterions que les chefs d'état francophones s'appesantissent sur la question de l'universalité du Statut de Rome, en particulier en ce qui concerne le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le colloque a eu lieu le 4 octobre 2014 avec comme objectif, entre autres, de permettre aux parties prenantes du 15ème sommet de la Francophonie de répondre aux recommandations émises par le colloque international du 4 octobre.

Fait à Lausanne, le 6 octobre 2014

La direction du CIPINA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. F. 12.10.14', written over a horizontal line.

